

PLAIDOYER pour l'HÔPITAL PUBLIC

La « crise des urgences » en est à son 8^e mois. La mobilisation à laquelle participent près de 300 services de nos hôpitaux publics révèle la réalité de nos structures hospitalières dans leur ensemble, au bord de l'implosion : déficit financier organisé (par la prédominance de la T2A-tarifification à l'activité) entraînant une baisse des moyens en équipement, personnels, lits d'hospitalisation et une dégradation des conditions de travail (avec usure des professionnels) et des prestations pour les usagers.

Elle est simultanée de ce qui apparaît dans le champ de la psychiatrie (cf mobilisations récentes dans certains établissements : Amiens, Rouvray...etc) et des Ephaad (Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes).

Cette authentique « crise de l'Hôpital » :

- s'inscrit dans un projet libéral de longue haleine : la livraison d'une institution emblématique au privé, la santé constituant un marché juteux, alors que nous savons par ailleurs que plus un système de santé est privatisé, plus il revient cher (cf USA) ;
- est présente dans tous les départements, y compris en Gironde où de nombreux établissements sont en souffrance (Libourne, Cadillac, Bazas, La Réole..etc) où en cours de démantèlement (Hôpitaux Robert PICQUE et St ANDRÉ).

En réponse, Mme la Ministre de La Santé et des Solidarités nous parle de problèmes d'organisation, de télémédecine à développer, de virage ambulatoire à prendre, de demandes inadaptées des patient-e-s. Elle nous a présenté, le 9 septembre dernier, un plan avec une enveloppe financière rachitique, ponctionnée sur d'autres secteurs, eux-mêmes en difficulté. La loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2020, votée le 29 oct. dernier, retient un ONDAM (Objectif National de Dépenses de l'Assurance Maladie) à 2,1% pour les Hôpitaux alors que le double serait nécessaire pour compenser l'inflation à besoins constants.

Nous en arrivons donc à une situation critique où la mobilisation des personnels semble aller crescendo avec :

- Grève des réunions administratives et du codage des actes ;
- Journée nationale de mobilisation le jeudi 14 nov., déclinée à Paris et en Provinces ;

et recueille un soutien important de l'opinion publique et de plusieurs associations d'usagers.

Pour inverser le cours des choses, conserver et améliorer nos structures publiques hospitalières qui sont les piliers et les garants de notre système de santé solidaire, il nous faut donc des réponses politiques à la hauteur des enjeux. Il est indispensable que nos dirigeants, au plus haut niveau, répondent rapidement à des revendications qui paraissent incontournables. Un tel « plan d'urgence pour l'Hôpital Public » doit assurer un financement à la hauteur des besoins de santé de la population, avec des budgets supplémentaires, sans se limiter à des redéploiements de financements existants. Il doit associer :

- l'arrêt de toutes les fermetures d'établissements (dont les maternités), de la réduction du nombre de lits d'hospitalisations et des effectifs en personnels ;
- le recrutement de professionnels supplémentaires et un plan de formation pluridisciplinaire ;
- le renforcement significatif des moyens financiers pour les établissements avec un ONDAM à au moins 5% pour 2020 ;
- la revalorisation des conditions de travail et des salaires des professionnels ainsi que la reconnaissance de leurs qualifications ;
- de réelles mesures qui garantissent l'accès et l'égalité de prise en charge pour la population sur tout le territoire ; la gradation des soins doit inclure d'authentiques hôpitaux de proximité comportant un service de médecine, de chirurgie, une maternité, un service d'urgence avec SMUR et un plateau technique ; ce n'est pas la définition de Mme Agnès BUZYN dans son plan « Ma Santé 2022 ».

Les nouvelles annonces, prévues pour fin novembre, nous laissent espérer une écoute plus attentive de nos décideurs !